

LA CHINE ENTRE CONSUMERISME ET “SOCIETE HARMONIEUSE” :

FIN DE LA COLLECTIVITE, FIN DE L'UTOPIE ?

**Thomas Boutonnet, doctorant
Institut d'Etudes Transtextuelles et Transculturelles
Université de Lyon Jean Moulin**

La thématique, « Utopie : mémoire et imaginaire », proposée par ce colloque, offre la possibilité d'une approche originale de la Chine contemporaine. Car ces thèmes, ainsi que celui de la collectivité, sont au cœur de questions cruciales que l'on peut se poser au regard de la situation sociale et politique de ce pays. En effet, à l'heure où la Chine se présente comme l'un des derniers régimes dits “communistes” dans le monde, et où le pouvoir persiste à utiliser dans ses discours des appels à l'édification d'une société socialiste, en dignes représentants qu'il se pose de l'utopie communiste, il serait intéressant de se pencher sur la persistance ou non d'une Utopie en Chine, et comme il a été effectivement bien établi que Utopie et collectivité étaient indissociables, sur l'existence ou non d'une collectivité.

L'apparente adhésion populaire et unanime autour des Jeux Olympiques devant se tenir à Pékin en août 2008, et les récurrents discours officiels et autres campagnes prônant le développement d'une société harmonieuse ne doivent effectivement pas induire en erreur l'observateur de la Chine contemporaine : l'Utopie comme la collectivité ont disparu presque simultanément en Chine, pour être remplacés, au niveau idéologique, par un double discours, une double idéologie dominante, à même de pouvoir faire fonctionner la Chine comme une grande entreprise. Mais entre le bonheur individuel prôné par la consommation d'une part, et le spectacle (discours, slogans, campagnes, apparences) d'une Chine harmonieuse de l'autre, la collectivité ne trouve plus sa place. Une nouvelle norme collective existe, mais le *nous*

n'existe plus. A ce *nous* a succédé un individualisme bien entretenu d'une part, et une myriade de petites communautés d'autre part.

Cette intervention se propose donc, d'une certaine manière, de répondre à deux des questions posées par la thématique de ce colloque, à savoir comment l'histoire de l'Utopie s'est passée, et pourquoi ne pouvait-elle se passer autrement ; en tentant de déterminer, dans une première partie, comment l'utopie et la collectivité ont disparu en Chine, et en mettant en lumière, dans une seconde partie, comment celles-ci tentent de se reconstruire dans la Chine actuelle.

Partie 1 : 1969-1989 Fin de l'utopie, fin de la collectivité

1. Fin de l'Utopie

Il est d'abord nécessaire de définir brièvement ce terme. Par Utopie, il faut comprendre un modèle de société basé effectivement sur le nous, où l'individu s'efface pour la collectivité. L'individu socialisé se transforme en citoyen. Et le véritable homme utopique, c'est le citoyen parfait. Il est le produit du gouvernement sage, lui-même garant d'un modèle basé sur un principe fondamental, l'égalité des citoyens, et qui a pour objectif d'assurer le bonheur de tous. L'utopie implique une uniformité, une uniformité que l'on peut constater jusque dans les tenues vestimentaires dans un pays comme la Chine où, dans la période maoïste, le fameux col Mao de base faisait office justement d'uniforme civil.

Mais la Chine en a fini avec l'utopie communiste. Et si l'on devait dater la fin de l'utopie communiste, exercice toujours douteux et difficile, alors il serait judicieux de la situer lors de la période dite de la Révolution Culturelle. Cette période, qui commence en 1966, et qui s'achève officiellement en 1976 à la mort de Mao et à l'arrestation de la Bande des quatre, a vu Mao Zedong tenter une reprise en main du pouvoir et de l'appareil bureaucratique du Parti Communiste Chinois. Une sorte de coup d'Etat donc, pendant lequel Mao a décidé de s'appuyer sur la jeunesse du pays, déçue de l'immobilisme dans lequel s'était enfermée la révolution chinoise, pour mieux renverser les dirigeants au pouvoir. Le paradoxe de cette période, qui signa la fin de l'Utopie communiste chinoise dans un délire idéologique aux conséquences humaines et historiques monumentales, c'est qu'en appelant à une révolution culturelle, et donc à une remise en question de la situation d'alors, et à une exploration de nouvelles perspectives, Mao se fit très rapidement déborder par une jeunesse impétueuse qui

elle, par ses idées et ses actions, participa, d'une certaine manière à donner une nouvelle impulsion à l'Utopie communiste. Un tel foisonnement d'idées devait s'avérer vite dangereux aux yeux de Mao qui réussit à retourner l'armée contre les gardes rouges qu'il avait donc lui-même incités à se soulever. En 1969, les tentatives de la jeunesse se soldaient par l'envoi à la campagne de milliers de jeunes et le sacrifice d'une génération entière. L'utopie chinoise s'est achevée au moment où paradoxalement elle était peut-être la plus prometteuse, une promesse dont le pouvoir a tout fait pour détruire la mémoire historique et l'imaginaire réformateur.

La suite verra l'arrivée au pouvoir de Deng Xiaoping, en 1978, le chantre des "réformes et de l'ouverture" pour reprendre la terminologie officielle chinoise. Deng Xiaoping commencera à jeter les bases, dès le début des années 1980, de la décentralisation administrative et de la déconcentration économique, qui se poursuivront après 1989, et qui ne prendront une véritable ampleur qu'à partir de 1993. L'Etat chinois encouragera également la création de sociétés privées à l'intérieur des entreprises publiques, ouvrant le début d'une longue période de restructuration des entreprises d'Etat, de licenciements massifs qui marqueront les années 90. Les bases d'une économie de marché sont en train de naître, encouragée par des mots d'ordre tels que « s'enrichir est glorieux » (slogan dont la deuxième partie annonce déjà le libéralisme économique des années 2000 : « être pauvre est une honte »).

2. Fin de la Collectivité : fin du nous, explosion du je atomisé.

Le basculement volontaire de la Chine dans une économie de marché, opéré tout au long des années 1980 et 1990, avec les conséquences économiques et sociales que l'on connaît actuellement, a bien entendu été marqué par le mouvement pro-démocratique de 1989. Un mouvement qui prend ses racines dans le foisonnement intellectuel de la deuxième moitié des années 1980, et dans le mécontentement ambiant de l'époque, articulé tout autant sur l'inflation et la vie chère que sur l'absence de démocratie, de libertés civiques et sur la prévalence de la corruption. Un mouvement qui sera durement réprimé, dans le sang, le régime envoyant par là un message fort à la population : il ne sera plus de leur ressort de penser politique et formes d'organisation. Il est définitivement interdit de repenser le communisme, et de renégocier l'exercice du pouvoir. La Chine post-89 ressort traumatisée et muette, abasourdie et blessée, dissolue et contrainte à soigner ses plaies en silence. Surtout, la confiance envers le Parti, envers son discours et ses intentions est définitivement entamée.

Une chape de plomb s'abat sur le pays qui scelle toute éventualité d'expression publique, et qui signera là la fin de la collectivité chinoise. Les conditions idéales sont enfin réunies pour le décollage inéluctable de l'économie de marché en Chine, car après avoir imposé le démantèlement de l'utopie collectiviste chinoise dans les faits par une privatisation progressive des moyens de production et un développement du secteur privé, la répression de Tian'anmen et la confiscation manifeste de la chose publique par le Parti Communiste Chinois ont permis l'émergence de l'individualisme et du consumérisme. Le sociologue chinois Wang Hui tiendra sur les années 1990 qui suivront des propos très durs :

« Après Tian'anmen, la contestation sociale a été comprimée dans un espace très réduit, et le discours néolibéral est devenu hégémonique. (...) Dans les années qui ont suivi, les écarts de revenus entre couches sociales et entre régions se sont creusés ; une nouvelle population de pauvres n'a cessé de croître. (...) Le néolibéralisme a remplacé l'idéologie d'Etat comme idéologie dominante, donnant leur orientation et leur cohérence aux choix du gouvernement, à sa politique étrangère et aux valeurs nouvelles des media. La mise en place d'une société de marché n'a pas supprimé les causes du mouvement social de 1989. Elles les a légalisées ».¹

Car quelque part, comme en Europe, 1989 signe la fin de l'idéologie communiste, non du fait de la victoire de "l'autre" idéologie, le capitalisme, mais par K.O. : le Parti n'est plus cru, il n'est plus au service du peuple sur lequel il a tiré, il est au service de deux exigences supérieures, le développement de la nation chinoise (bientôt administrée comme une entreprise) et la pérennité du Parti dont les intérêts prévalent sur ceux du peuple dont il est l'excroissance.

Les années 90 installent la Chine dans la société de consommation, la collectivité s'efface des imaginaires au profit de l'individualité (et non de l'individu), le bonheur se trouve désormais dans l'individualisme, le matérialisme et le consumérisme déjà en vigueur un peu partout dans le reste du monde, ce qui fait dire à Jean-François Billeter que « l'imaginaire dominant y est désormais le même qu'ailleurs. Il est aussi pauvre, et aussi dangereux par cette pauvreté même ».²

Partie 2 : Tentatives de reconstruction de la collectivité : entre nationalisme, mal-être et promotion du bien-avoir

¹ Wang Hui, « Ecrasement du mouvement social de Tian'anmen et essor du néolibéralisme chinois », in *Le miracle chinois vu de l'intérieur*, Paris, Syllepse, 2005

Le problème qui se pose depuis au Parti Communiste est bien entendu celui de l'inégalité. L'utopie pose comme principe de base celui de l'égalité. Or en Chine, le principe d'égalité n'existe plus, dans une société ravagée par la corruption et le creusement de disparités économiques géographiques et sociales et un Etat qui n'assume plus son rôle providentiel. Le discours officiel a du mal à masquer les faits, les inégalités sont flagrantes, et elles sont manifestement systémiques. Le "miracle chinois" s'est d'ailleurs articulé autour de ces inégalités, d'une main d'œuvre désœuvrée en sureffectif, résultat notamment des fermetures massives d'entreprises d'Etat. C'est cette surexploitation qui a permis la croissance économique à deux chiffres et le développement de "l'entreprise" Chine dont l'atelier fonctionne jour et nuit pour le plus grand profit d'une minorité d'actionnaires et de multinationales étrangères. La Chine compte certes une classe moyenne d'environ 100 millions de personnes qui attise les convoitises des investisseurs étrangers, mais même celle-ci est étranglée par la montée des prix de l'immobilier et un coût de la vie en hausse dans les grandes villes. Et si la Chine comporte 400 millions d'urbains, elle compte surtout 900 millions de ruraux qui vivent dans des conditions très difficiles, près de 100 millions vivent avec moins de 60 euros par an, et 150 à 200 millions n'ont d'autre possibilité de s'exiler en ville pour y chercher un travail qu'ils ne trouvent plus chez eux. Ces migrants constituent la véritable richesse de la Chine. Même si leur situation s'est améliorée avec les années, ils restent corvéables à merci, surexploités, sous-payés, et complètement aliénés à une quotidienneté consacrée au labeur. Guillaume Giroir parle en Chine d'un « recul de la pauvreté absolue, d'une persistance de la pauvreté ordinaire et de l'émergence de nouvelles pauvretés ».³ Pour Jean-François Billeter,

« le logement, l'approvisionnement ont fait de grands progrès, mais la qualité de la vie s'est profondément dégradée par d'autres cotés : l'instruction publique est arriérée est chère, les soins médicaux sont devenus ruineux, la corruption, la dureté en affaires, l'incivilité, l'insécurité s'imposent et provoquent le repli sur la famille, au milieu de laquelle trônent désormais l'enfant unique et l'écran de télévision ».⁴

Pour assurer et garantir production et consommation, les deux rouages essentiels d'une économie de marché, fut-elle estampillée "socialiste", le Parti a dû s'aliéner la confiance du peuple et surtout la possibilité d'une perspective et d'un idéal collectif. Et la disparition d'une

² Jean François Billeter, *Chine trois fois muette*, Paris, Allia, 2000.

³ Guillaume Giroir, « Les fractures socioterritoriales en Chine ou l'impossible "société harmonieuse" », in *Perspectives Chinoises*, n°3/2007

⁴ Jean François Billeter, *Chine trois fois muette*, Paris, Allia, 2000.

recherche collective du bonheur remet en cause les fondements et la raison d'être d'une société. Le profit comme seule valeur morale pose problème, et les maux que la Chine accepte de reconnaître officiellement en sont les fruits : corruption, malversation, exploitation, pollution. D'où la nécessité de nouveaux discours, de nouvelles idéologies à même de répondre à cette « redoutable question, celle qui hante le monde depuis deux siècles : comment faire travailler les pauvres, là où l'illusion a déçu, et où la force s'est dé faite ? »⁵ Une nouvelle idéologie dominante, parée de tous les atours d'une utopie, mais qui ni n'en est une, ni ne réussit à convaincre.

3. Nouvelles Utopies ? Consumérisme, nationalisme et “société harmonieuse”

Le consumérisme et le nationalisme ne sont pas des inventions récentes, ni des inventions chinoises.

Le consumérisme tout d'abord, a permis au PCC de s'assurer la paix sociale. La consommation de biens marchands, et l'imaginaire publicitaire, ainsi que cette liberté octroyée aux Chinois d'entreprendre et de consommer ont permis de substituer à une recherche collective du bonheur, dans laquelle l'individu est nié et s'efface au profit d'une construction collective, une recherche individuelle du bonheur, dans laquelle l'individu est tout autant nié au profit du consommateur. Anne-Marie Broudehoux dira sur le consumérisme que :

« en Chine, le consumérisme joue un rôle politique important en provoquant une fascination pour l'enrichissement personnel et la consommation. Cette nouvelle idéologie dominante séduit la population et la distrait des préoccupations politiques et des revendications démocratiques. La conviction des gens que la consommation peut satisfaire leur désir de liberté et de bonheur a effectivement détourné leur attention des grands enjeux politiques auxquels leur société est confrontée ».⁶

Mais cette dynamique atteint ses limites quand l'illusion du bonheur marchand rencontre la désillusion du grand nombre de laissés-pour-compte qui comprennent que ce bonheur leur sera également inaccessible. Ce qui est le cas actuellement en Chine. D'où la nécessité de renégocier le “contrat social” qui unit le PCC au peuple en lui proposant des constructions idéologiques dans lesquelles il pourra se reconnaître et être reconnu.

⁵ Guy Debord, *Commentaires sur la Société du Spectacle*, Paris, Gallimard, 1992

⁶ Anne-Marie Broudehoux, « Pékin, ville spectacle: la construction controversée d'une métropole Olympique », in *Transtext(e)s Transcultures*, vol 3, 12/2007

Le nationalisme en fait bien entendu partie, et le contexte des Jeux Olympiques magnifie d'ailleurs son rôle et envahit tout l'espace public. Il est inutile de revenir sur le rôle de l'idéologie nationaliste dans le maintien de la paix sociale, rôle qu'elle joue bien entendu en Chine comme partout ailleurs. Le concept de Nation a toujours été primordial dans la Chine communiste, qui a dû entreprendre une construction nationale à base de discours, d'images et d'histoires. Mais la Chine contemporaine s'inscrit presque dans une reconstruction nationale, tant l'appel d'air provoqué par le vide idéologique et la crise de confiance post-Tian'anmen, impose au nationalisme chinois de prendre une place démesurée. Une omniprésence que l'on retrouve dans certaines qualifications très évocatrices : on emprisonnait autrefois les dissidents pour "crimes contre-révolutionnaires", on les emprisonne désormais pour "atteinte à la sûreté de la nation". Mais si le consumérisme n'est pas une utopie, le nationalisme ne peut pas non plus être considéré comme tel. Il implique effectivement l'idée de la collectivité et le principe d'égalité, mais cette égalité ne se retrouve que dans la participation de chacun, de tous, à la construction de la Grande Nation Chine, elle ne se retrouve pas dans la redistribution des fruits de cette participation, dans un pays où les inégalités sociales se creusent. Le citoyen pauvre peut être fier d'être chinois, mais il reste principalement un citoyen spectateur (dans le sens où il ne vit rien, il voit seulement briller), spectateur du spectacle d'une Chine qui brille, une Chine désincarnée, une Chine représentée, iconique au sens religieux du terme, à laquelle tout le monde doit travailler. L'architecte Philippe Jonathan, dans une discussion originale sur la Chine avec le philosophe Jean-Paul Dollé, se pose la question : « pourquoi l'architecture chinoise devient-elle l'étendard de la Chine ? Pourquoi est-elle à ce point porteuse d'image des valeurs de la modernité : haute technologie, internationalisation, innovation, puissance, audace ? » Et il y répond quelques lignes après : « Avec une telle exposition d'architecture, Pékin a l'assurance de faire exploser le box-office de l'image. C'est bien le but recherché, d'installer une nouvelle image de la Chine au travers de l'architecture moderne ».⁷ D'un projet collectif, porté par la Chine durant les années maoïstes, nous sommes passés au financement collectif d'une vitrine nationale, à une participation collective à la construction d'une représentation de la Chine, confirmant toute la théorie de Guy Debord sur l'idée de spectacle qui est avant toute chose « l'éloignement de ce qui est directement vécu dans une représentation ».⁸ Le nationalisme a

⁷ Jean-Paul Dollé, Philippe Jonathan, *Conversation sur la Chine entre un philosophe et un architecte*, Paris, L'aube, 2007

⁸ Guy Debord, *La Société du Spectacle*, Paris, Buchet-Castel, 1967

beau être une idéologie efficace, il n'est pas une utopie : le citoyen moyen est beaucoup plus le spectateur du spectacle d'une grande Chine qu'il en est réellement l'acteur.

Si le consumérisme et le nationalisme ne s'avèrent pas suffisants pour souder la population chinoise autour d'une ambition commune, reste l'idéologie politique. Le PCC sait qu'il n'est plus cru depuis 1989, mais il ne peut pas se permettre d'apparaître froidement pour ce qu'il est devenu, un appareil de gouvernement et d'administration presque libéral de l'entreprise-Etat qu'est devenu la Chine. Et il se doit également de s'expliquer, de justifier ses actions politiques, de les parer de vertus, sous peine de perdre sa légitimité en plus d'avoir perdu sa crédibilité. Le PCC court le risque de se faire renverser par le négatif qu'il a participé à produire : la pollution, la corruption et les troubles sociaux. D'où le grand credo idéologique du président Hu Jintao, peu après son arrivée au pouvoir en 2002, celui d'une "Société harmonieuse". L'idée majeure de la société harmonieuse, comme son nom l'indique, est d'établir un environnement où tous les éléments cohabitent en harmonie. Ces quelques phrases extraites de la présentation officielle de ce concept sont à ce titre édifiantes :

« Il est vital de synchroniser l'intensité des réformes avec le rythme du développement et la capacité d'adaptation de la société, et de préserver la stabilité et l'unité de celle-ci. Il importe de promouvoir l'harmonie sociale à travers la réforme, de la consolider à travers le développement et de la garantir par la stabilité. Enfin, il faut faire en sorte que les citoyens vivent et travaillent en paix et que l'ordre et la stabilité politique et sociale soient garantis à long terme ».

L'idée, très louable, qui se dégage, est celle de garantir la stabilité sociale. Ce qui est l'intention fondamentale de toute forme d'organisation sociale. Sauf que le pouvoir politique chinois inverse les données du problème. Au lieu de s'attaquer aux raisons essentielles qui ont entraîné la dysharmonie sociale dont souffre la Chine, le PCC s'attaque plutôt à la manifestation de cette dysharmonie. L'idée sera de calmer l'expression des différends, de les assourdir, de ne pas leur donner consistance.

Un article du magazine *Yazhou Zhoukan* est en ce sens très parlant :

« Selon nos sources, les départements de la propagande de dix-sept provinces chinoises ont envoyé récemment au gouvernement une pétition réclamant un meilleur contrôle des media par l'autorité centrale. Ils attribuent l'intensification des troubles et des tensions sociales aux media, accusés de mettre de l'huile sur le feu. Ils souhaitent donc un encadrement plus strict de la presse nationale pour faire taire les critiques intempestives à leur égard ; sans quoi, avertissent-ils, il leur sera difficile de garantir une situation stable

et d'empêcher la population d'aller à la capitale exposer ses doléances, ce qui nuira à l'édification d'une "société harmonieuse" ».⁹

On voit là comment est comprise l'édification d'une société harmonieuse : une société sans troubles par la pacification sociale. Les media sont tenus responsables des troubles sociaux (et non les conditions de vie), leurs critiques sont intempestives, et tout cela nuit aux autorités locales dans leur tentative de garantir une situation stable (le trouble étant l'instabilité). Répression, pacification des troubles, répression des media, rien n'apparaît, donc rien n'existe, la situation est stable : c'est l'harmonie.

La construction de la société harmonieuse ne s'appuie pas uniquement sur le discours des bonnes et vagues intentions, ou sur une reconstruction spectaculaire de la réalité. Elle s'appuie aussi sur un discours moralisateur mâtiné d'accents confucéens, dont le caractère infantilisant, voire naïf, pourrait prêter à sourire (et est souvent tourné en ridicule par la population chinoise) si ce qu'il impliquait n'était pas aussi grave. Car la rectitude morale à laquelle le Parti appelle la population n'a pour autre intention que de prêter les graves problèmes que vit la société chinoise aux seules vicissitudes de la nature humaine. Un code moral tel que les "Huit gloires et les huit hontes", promulgué par Hu Jintao en 2006, et qui comporte huit préceptes moraux distinguant le bien du mal, est à ce sujet très enseignant. Ce code moral a pour intention de guider la population chinoise sur la voie orthodoxe du bien et de la tenir éloignée de celle du mal, un mal qui sape les fondations de la société. Ce code énonce notamment que « L'abnégation à la tâche et le travail laborieux sont un honneur, le loisir et l'oisiveté sont une honte ». Le paradoxe est alors flagrant : comment concilier cette forme de rectitude morale (abnégation, labeur), alors que partout, depuis que la Chine s'est ouverte à l'économie de marché, la société de loisirs est devenue une caractéristique des grandes villes chinoises ? Comment faire tenir dans le même espace social ce discours austère et ascétique, et le discours complètement opposé de la marchandise, qui vante le loisir, le divertissement et le bien-être ?

Un programme officiel de construction d'une morale citoyenne a été lancé en 2001 par les autorités, pointant un certain nombre de maux et de tendances à éradiquer, telles que : le culte de l'argent et de la jouissance, l'individualisme forcené, le primat des intérêts personnels sur l'idée de justice et des intérêts privés sur le bien commun, et l'incapacité de distinguer le bien du mal et le vrai du faux. Une liste qui en dit beaucoup non seulement sur la situation

⁹ In *Courrier International*, n°782, article, page

sociale actuelle, gangrenée par l'idée de profit, mais aussi sur le rapport des autorités à l'égard de cette déliquescence des valeurs morales. Point fort d'une campagne d'édification morale, Sébastien Billioud dans un récent article paru dans *Perspectives chinoises* montre bien que les "Huit gloires et les huit hontes" s'inscrivent dans une certaine continuité historique.

« Avec l'ouverture, écrit-il, les campagnes de mobilisation de masses ont disparu ou se sont atténuées, tandis que les individus ont considérablement élargi leur sphère d'autonomie. Le discours moral a cependant persisté, plus ou moins prononcé, et reprend aujourd'hui des accents confucéens ».¹⁰

La société harmonieuse n'est qu'une construction discursive, un code moral asservissant la population couplé à une volonté bien réelle d'empêcher les problèmes de se montrer. En ce sens, la gouvernance en Chine est très moderne, et a parfaitement saisi et intégré les subtilités de la société du spectacle dont parle Guy Debord. Ce n'est d'ailleurs pas innocent que cet ouvrage n'ait été traduit que très récemment en chinois, et rencontre depuis un succès plutôt intéressant en librairie. On pourrait alors parler d'une utopie, dans le sens où il existe un projet collectif d'établir une société meilleure : sauf que celui-ci ne propose pas d'établir une société meilleure, mais d'établir le spectacle d'une société parfaite, la mise en scène d'une société idéale, là où la perspective n'est pas celle de devenir acteur d'une grande Chine, mais spectateur actif du spectacle de la grande Chine. Les propos de Guy Debord sur le contexte post 1989, centrés ici sur la Russie, s'appliquent parfaitement à la situation contemporaine de la Chine.

« C'est cette volonté de modernisation et d'unification du spectacle, liée à tous les autres aspects de la simplification de la société, qui a conduit en 1989 la bureaucratie russe à se convertir soudain, comme un seul homme, à la présente idéologie de la démocratie : c'est-à-dire la liberté dictatoriale du Marché, tempérée par la reconnaissance des Droits de l'homme spectateur ».¹¹

Conclusion

4. Nouvelles collectivités ?

¹⁰ Sébastien Billioud, « "Confucianisme", "tradition culturelle" et discours officiels dans la Chine des années 2000 », in *Perspectives Chinoises*, n°3/2007

¹¹ Guy Debord, *Commentaires sur la société du spectacle*, Paris, Gallimard, 1992

La société chinoise dans son ordre actuel, ordre régi par l'économie de marché et policé par l'Etat en place, peut apparaître ou pourrait être considérée comme tendant vers une société réellement harmonieuse, car l'individualisme favorise une société harmonieuse, dans le sens où il favorise la disparition du corps social, du sentiment d'appartenance à une communauté, et donc la disparition d'actions collectives telles que la contestation collective, l'entraide et la solidarité. La société chinoise s'affirme comme étant une société où l'harmonie est acquise à coup de pacification sociale, de répression, de frustrations, d'absence de perspectives, de cynisme, de fatalisme. D'où les propos très fermes de Anne-Marie Broudehoux sur Pékin

« Cette ville nouvelle apparaît comme un enfer d'égoïsme délirant, d'opportunisme et de promesses non tenues ; une ville sans urbanité, où des architectures mégalomanes sans aucun lien entre elles émergent des cendres à peine refroidies de quartiers anciens jadis très animés. Cette nouvelle métropole est le miroir de la société qui l'habite aujourd'hui, une société individualiste qui a renoncé, et sans aucun remords, à la cohésion sociale et la solidarité et qui laisse une élite prédatrice faite d'entrepreneurs privés, de technocrates et d'amis du Parti faire le sacrifice d'une population vulnérable et marginalisée ». ¹²

Heureusement, la collectivité n'est pas morte en Chine. Elle a toujours existé sous des formes très localisées, et se reconstruit également depuis quelques années sous des formes de contestation ou de résistance active, de protestations, de luttes violentes contre l'arbitraire économique ou politique, contre ses conséquences sociales et environnementales désastreuses, contre les politiques du gouvernement central, contre l'incurie du pouvoir, contre l'absence d'un état de droit : tout cela tend à fédérer et à recréer une forme de collectivité, à reconstituer des communautés autour d'intérêts communs temporaires ou permanents (ces petits propriétaires immobiliers, ces habitants expropriés, ces migrants, ces sinistrés de la pollution industrielle par exemple). Des liens sociaux se recréent par la solidarité et imposent la renégociation de l'ordre dominant tel qu'il existe actuellement en Chine. Un état de droit commence également à prendre forme de par des initiatives citoyennes (classe moyenne, propriétaires et humanistes défenseurs des déshérités) encore très soumises à un arbitraire pas forcément rationnel. Les notions même de progrès et de développement sont également remises en question, dans des démarches individuelles (les *bobo* chinois),

¹² Anne-Marie Broudehoux, « Pékin, ville spectacle: la construction controversée d'une métropole Olympique », in *Transtext(e)s Transcultures*, vol 3, 12/2007.

collectives (manifestations, protestations paysannes violentes) ou académiques. Ce qui éclaire d'un autre jour les propos du professeur Gregory Lee :

« La conscience que l'émancipation de l'homme ne peut pas se réaliser au moyen d'un ékonomisme obsessionnel semble de plus en plus claire. La nécessité de lâcher la bride au pouvoir de l'imagination, d'encourager la créativité non pas en vue d'une mercantilisation et d'une récupération, mais comme le vecteur intrinsèque d'une nouvelle façon de vivre, se fait de plus en plus pressante ».¹³

¹³ Gregory B. Lee, *La Chine et le spectre de l'occident*, Paris, Syllepse, 2002, p.11.